



## Conseil économique et social

Distr. générale  
2 décembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes  
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée  
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement  
et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation des objectifs stratégiques  
et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures  
et initiatives; thème prioritaire : « L'autonomisation des femmes  
rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim,  
le développement et le règlement des problèmes actuels »**

### **Déclaration faite par Zenab for Women in Development, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2012/1.



## Déclaration

L'éradication de la pauvreté suppose la création d'un environnement propice à la paix et à la stabilité. Dans le processus d'élimination de la pauvreté et de la faim, les gouvernements et les organisations non gouvernementales de la plupart des pays en développement ont de plus en plus conscience du rôle stratégique joué par l'agriculture dans le développement économique local et la réduction de la pauvreté. C'est pourquoi il convient de redoubler d'efforts pour inciter les agriculteurs locaux, et notamment les agricultrices, à produire davantage. Les femmes en charge de petites exploitations agricoles produisent près de 80 % de l'alimentation mondiale. Pour optimiser leur capacité de production, nous avons besoin de politiques qui font progresser tout l'éventail des droits des femmes et qui garantissent leur accès à la terre, aux semences, à l'eau, au crédit et autres intrants. Les gouvernements devraient adopter des stratégies à court et long terme pour lutter contre la pauvreté et inciter davantage les agriculteurs locaux à augmenter leur production. Nous devons les soutenir et renforcer leurs capacités afin d'accroître leur part dans le produit intérieur brut. Nous pouvons parvenir à cet objectif en élargissant les projets qui se sont avérés fructueux et en permettant aux agriculteurs de gérer davantage de ressources en termes de terres arables; en produisant davantage de produits alimentaires pour faire face aux problèmes de sécurité alimentaire; en renforçant la formation des associations et syndicats locaux d'agriculteurs; et en mettant en contact leurs représentants et les gouvernements et instances décisionnelles afin de les protéger contre les fluctuations du marché, de les sensibiliser au changement climatique et de leur apprendre à adapter leurs cultures à ses effets négatifs. Il convient d'encourager les ceintures vertes pour prévenir la désertification et renforcer les mesures de protection de l'environnement. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales devraient promouvoir les équipements agricoles intermédiaires mis au point localement, généralement bon marché, et leur utilisation dans les petites exploitations en raison de leur impact positif en termes d'augmentation de la production, de captage de l'eau et de protection de l'environnement.

Des efforts collaboratifs pour guider les petits agriculteurs, et notamment les femmes, dans beaucoup de pays agricoles produiront par la suite des résultats positifs et permettront d'atténuer les problèmes de sécurité alimentaire. Tout doit être mis en œuvre pour développer les infrastructures dans les secteurs de l'agriculture traditionnelle de nombreux pays, aux fins d'attirer les investissements et de permettre aux agriculteurs d'en tirer profit. Le creusement de puits dans les régions agricoles riches en eaux souterraines peut faciliter l'irrigation et permettre à de nombreux agriculteurs de produire davantage durant les périodes sèches.

Dans le Soudan rural, Zenab for Women in Development a conçu un programme de soutien aux agricultrices locales en les regroupant au sein d'un syndicat. Women Farmers Unite (WFU) a pour objectif d'autonomiser les agricultrices dans la zone soudanaise rurale d'Al-Qadarif en réunissant toutes celles des communautés avoisinantes. WFU s'est fixé comme but d'étendre les cultures en consolidant les ressources, les connaissances et les forces organisationnelles, de renforcer la productivité des petites parcelles des exploitations de subsistance gérées par des femmes, tout en développant la production alimentaire et en atténuant la malnutrition chez les femmes et les enfants. En 2009, l'organisation a démarré un projet visant à l'introduction de technologies intermédiaires auprès des agriculteurs,

en leur fournissant les équipements et en assurant leur formation. Si l'agriculture soudanaise reste essentiellement traditionnelle, l'introduction de technologies intermédiaires permettra des améliorations et une efficacité plus grande sans pour autant passer à la pleine mécanisation. En agissant par étapes progressives, WFU est en mesure de transformer à coup sûr les méthodes agricoles traditionnelles et de faire entrer l'agriculture soudanaise dans la modernité. Grâce à une étroite collaboration avec des industriels et des artisans locaux, les agriculteurs ont davantage de contrôle sur leurs moyens de subsistance. Zenab for Women in Development est parvenue à distribuer des intrants agricoles et à aider près de 3 000 femmes agricultrices; grâce à cela, la production alimentaire a fortement progressé depuis 2006, et les agriculteurs ont significativement amélioré leurs conditions de vie et leur revenu annuel. Ils ont développé leurs connaissances et leurs compétences et cette tendance devrait se poursuivre dans la mesure où les familles gagnent en stabilité et disposent d'une source de revenu permanente. Le projet a été mis en œuvre avec l'aide d'autres partenaires, dont Madre.

Il convient de soutenir pleinement les projets d'autonomisation des femmes, tels que ceux visant à réduire leur taux d'analphabétisme, à faciliter l'accès des jeunes filles à l'éducation, à soutenir les femmes qui travaillent en leur assurant une source de revenu permanente et à sensibiliser les femmes aux questions de santé publique, de maternité et à leurs droits fondamentaux.

En dépit des progrès réalisés dans l'implication des femmes à la vie politique, leur accès aux services de santé et leur participation aux fonctions publiques, la majorité des femmes des pays en développement continuent de lutter pour pouvoir exercer leurs droits fondamentaux et restent victimes des traditions et des croyances sociales. Des institutions gouvernementales prenant en compte les sexospécificités permettront aux femmes de jouir d'une égalité d'accès et de contrôle sur les ressources. Nous appelons à financer les politiques et les plans locaux qui abordent les questions de genre et œuvrent à l'avancement de la condition des femmes, en particulier rurales, qui encouragent les méthodes proposant d'autres moyens de subsistance aux pauvres, et notamment aux femmes démunies, qui intègrent les femmes dans le processus de développement, facilitent leur accès aux services financiers et le développement de leurs connaissances et de leurs compétences en matière de gestion et de commerce.

D'un autre côté, il convient de placer l'accent sur l'eau, les installations sanitaires et l'accès universel à la santé reproductive, qui font partie intégrante de la lutte contre la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles, permettent de freiner la propagation des maladies sexuellement transmissibles, y compris le VIH, d'autonomiser les femmes et les jeunes filles et de bâtir un monde plus durable pour l'ensemble des femmes, des hommes et des jeunes.

Nous devons mobiliser les ressources intérieures dans chaque pays, et c'est à la communauté internationale qu'il appartient de soutenir la société, de promouvoir des relations commerciales plus équitables et l'annulation de la dette, de demander aux entreprises et au secteur privé de rendre compte du caractère socialement responsable de leurs investissements, d'axer les efforts des pays donateurs vers la mise en place de règles commerciales permettant véritablement aux pays pauvres d'accéder au marché, et de mettre fin aux subventions agricoles induisant des distorsions dans le commerce. Il convient pour la communauté internationale de redoubler d'efforts pour élaborer et mettre en œuvre une politique financière facilitant l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement.